

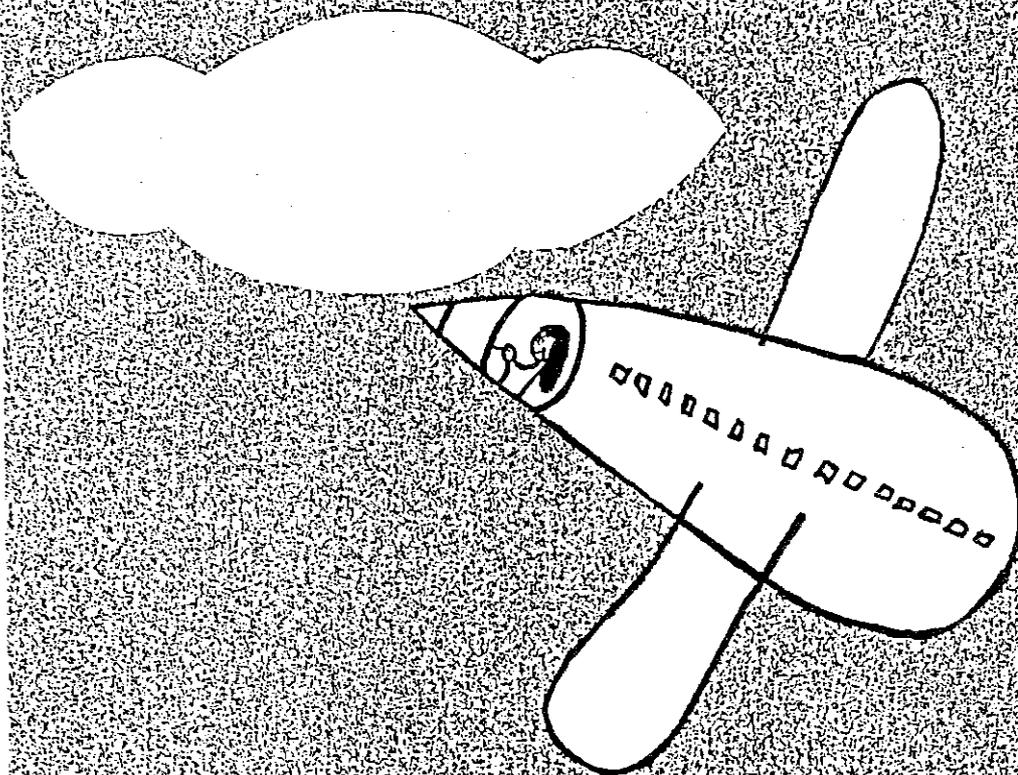
LE BULLETIN



JANVIER 1990

VOL.7 NO.1

L'EDUCATION NON SEXISTE: UN PROJET DE SOCIETE



plus tard, je serai pilote

SOMMAIRE

<i>Les stéréotypes non sexistes dans le milieu scolaire franco-ontarien</i>	<i>3</i>
<i>L'acquisition d'attitudes non sexistes et l'école</i>	<i>4</i>
<i>Savez-vous que</i>	<i>5</i>
<i>Table de concertation en éducation</i>	<i>6</i>
<i>Alphabétisation</i>	<i>8</i>
<i>Lettres ouvertes</i>	<i>9</i>
<i>Nouvelles des provinces</i>	<i>11</i>
<i>Lectures et ressources</i>	<i>14</i>
<i>Evénements à venir</i>	<i>16</i>

Le bulletin est un outil d'information destiné aux membres du Réseau national d'action-éducation des femmes (RNAEF). Le RNAEF est un organisme national, à but non lucratif, qui regroupe les femmes francophones intéressées à promouvoir l'éducation sous toutes ses formes.

Nous invitons les femmes francophones à nous soumettre des textes et documents; nous nous ferons un plaisir de publier vos écrits , vos commentaires en matière d'éducation. Nous nous réservons toutefois le droit de les réviser.

La publication du Bulletin est rendue possible grâce à la contribution du Secrétariat d'Etat du Canada.

Dépôt légal Bibliothèque nationale du Canada ISSN 0827 0139

LES STEREOTYPES SEXISTES DANS LE MILIEU SCOLAIRE FRANCO-ONTARIEN

par Anne Gilbert

Les conseils scolaires, les enseignants-es et des groupes d'élèves font actuellement l'objet d'une étude sur la présence de stéréotypes sexistes dans le milieu scolaire franco-ontarien. Menée par le réseau ontarien d'Action-éducation des femmes, cette étude a comme objectifs d'évaluer le degré de sensibilisation et d'intervention des stéréotypes sexistes en éducation, et de mettre en lumière les rapports entre les perceptions et les attitudes des élèves franco-ontariens et les efforts entrepris par les intervenants-es pour faire disparaître les stéréotypes sexistes du milieu scolaire. La recherche est subventionnée par le Secrétariat d'Etat du Canada. Elle est réalisée par Anne Gilbert, de la firme L'Analyste.

Il y a quelques années, le gouvernement de l'Ontario s'est donné une politique, en matière d'éducation, destinée à assurer que tout enfant ait l'occasion de développer ses aptitudes et de réaliser ses aspirations sans être limité par l'existence de stéréotypes quant aux rôles des sexes. Le projet consiste à voir jusqu'à quel point cette politique gouvernementale s'est traduite par des actions concrètes en milieu scolaire. La recherche portera sur les efforts consacrés à l'élimination des stéréotypes sexistes

dans le matériel pédagogique, dans les activités scolaires et parascolaires et les attitudes et les comportements des intervenants-es. Une attention particulière sera apportée à leurs retombées sur les élèves.

L'étude comportera quatre volets principaux. On analysera, d'abord, les mesures concrètes prises au niveau provincial afin d'encourager l'enseignement non sexiste en éducation franco-ontarienne. Un inventaire de ressources pédagogiques disponibles et des autres mesures d'appui aux enseignants-es est en voie de réalisation.

Le second volet de la recherche porte sur les pratiques en matière d'éducation non sexiste des conseils scolaires ayant des modules de langue française. Un questionnaire a été envoyé à tous les conseils en novembre, ce qui devrait permettre d'évaluer leur degré d'implication dans le dossier.

L'attention se déplacera ensuite du côté des enseignants-es d'un certain nombre de conseils de la province, représentatifs de l'ensemble quant à la taille, le milieu géographique, la professionnalité et les formes

d'intervention en matière d'élimination des stéréotypes sexistes. Un questionnaire leur sera adressé, où on leur demandera de faire le bilan des actions qui sont prises dans leur école afin d'y favoriser un enseignement non sexiste.

Le dernier volet de la recherche consiste à évaluer jusqu'à quel point les élèves à différents paliers sont encore prisonniers de l'image stéréotypée de leur rôle. On tentera de mettre en lumière les liens entre les comportements et attitudes des jeunes et les efforts entrepris dans le milieu scolaire afin de faire disparaître les stéréotypes sexistes.

Dans ce projet, la motivation qui anime le réseau ontarien d'Action-éducation des femmes est double: il s'agit d'abord de promouvoir pour les Franco-ontariennes un milieu d'apprentissage qui ne limite pas leurs activités, ni leurs aspirations et qui favorise leur épanouissement personnel. Les conséquences de la propagation de stéréotypes sexistes en milieu scolaire étant collectives, dans un contexte où l'évolution de la communauté franco-ontarienne est si étroitement liée à la place qu'occuperont les femmes dans toute la gamme des secteurs d'activité nécessaire à son développement, AEF-Ontario veut aussi contribuer par cette recherche à l'avancement des francophones de l'Ontario, et à leur pleine participation à la société ontarienne.

L'ACQUISITION D'ATTITUDES NON SEXISTES ET L'ÉCOLE

par Denise Amyot

De septembre à décembre 1989, des sessions d'une journée organisées par la Coordination à la condition féminine du Ministère de l'Éducation du Québec se sont tenues dans toutes les régions de la province. Cette formation destinée aux enseignants-es du deuxième cycle du primaire, aux conseillers-ères pédagogiques et aux directeurs-trices d'école avait comme objectifs de:

-sensibiliser chacun-e à l'existence chez les élèves des stéréotypes concernant les rôles;

-permettre à chacun-e d'analyser ses propres pratiques pédagogiques ainsi que les outils; et

-donner à chacun-e des moyens de favoriser l'égalité des sexes parmi les élèves.

Ainsi, le contenu des ateliers comprenait une séance de réflexion concernant les manifestations du sexisme à l'école, des réflexions sur l'égalité des sexes et les stéréotypes

et des mises en situation. L'atelier comprenait finalement une session où chacun-e définissait ses priorités à l'égard d'une pratique éducative et d'une pédagogie non sexiste et tentait de trouver des mécanismes de mise en application. Des centaines de participants-es ont pu ainsi se sensibiliser à ce dossier de façon pratique et concrète.

Pour de plus amples renseignements, il suffit de contacter les bureaux régionaux du Ministère de l'Éducation du Québec ou encore le bureau de la Coopération à la condition féminine du même ministère.

SAVEZ-VOUS QUE...

par Denise Amyot

■ *Les observations suivantes ont été recueillies à partir de différentes études menées par le Ministère de l'Éducation du Québec. Ces observations ont pour but de mettre fin aux nombreux préjugés ou encore archétypes alimentés jusqu'à maintenant au sujet de la performance des jeunes filles en milieu scolaire.*

-Même lorsqu'elles réussissent mieux que les garçons à l'école, les filles doutent de leurs capacités intellectuelles et hésitent à poursuivre leurs études.

-Dès la quatrième année, les filles envisagent leur avenir de façon très traditionnelle .

-En deuxième année du secondaire, seulement 3 % des filles, comparativement à 25 % des garçons, songent à faire des études en sciences.

■ *A cause des résultats inférieurs obtenus par les filles en mathématiques en 7e et 9e années (quoiqu'elles aient les mêmes résultats en 5e année), le Conseil scolaire d'Ottawa entend entreprendre un projet pilote pour des classes de 6e année afin d'enseigner les mathématiques d'une nouvelle façon. On envisage, par exemple, de permettre aux étudiants-es de travailler en équipe et de parler des mathématiques en mots plutôt que par l'intermédiaire de figures géométriques. Il est à noter que ce projet visera non seulement les filles puisque les groupes seront mixtes.*

TABLE DE CONCERTATION EN EDUCATION

par Judith Dion

Au début décembre, le Réseau national d'action-éducation des femmes organisa une table de concertation regroupant les intervenants-es des organismes suivants: Dr Coderre et Dr Cardinal pour présenter la recherche Pour les femmes: de l'éducation à l'autonomie, la Fédération des jeunes canadiens-français (FJCF), la Fédération des francophones hors Québec (FFHQ), l'Association canadienne des enseignants-es de langue française (ACELF) et le Comité national des parents francophones (CNPF).

Au cours de cette réunion, les docteurs Coderre et Cardinal ont présenté au nom du RNAEF les résultats préliminaires de leur étude. Cette recherche a pour but d'identifier l'évolution de la condition des femmes francophones en matière d'éducation au Canada.

De son côté, la Fédération des jeunes canadiens-français (FJCF) a fait part des résultats de l'étude "L'accès au postsecondaire en français", menée par Richard Nadeau, ayant pour but de mettre à jour les besoins de la population francophone hors Québec face à l'accès à des établissements postsecondaires

offrant des services en français. D'importantes recommandations ont découlé des données de cette étude. La FJCF désire les adresser aux deux paliers de gouvernement dans le secteur de l'éducation dans le but que des changements importants soient apportés.

Dressons un bref résumé des résultats obtenus par ces deux études poursuivant des buts propres mais qui tendent à se rejoindre en revendiquant l'accès à des services français dans le domaine de l'éducation.

Pour les femmes: de l'éducation à l'autonomie

En se référant au rapport numéro 1, de la version préliminaire intitulé: "Pour ne plus être les oubliées ... une histoire des femmes francophones hors Québec: un état de la question dans le domaine de l'éducation.", nous pouvons cerner que cette recherche a pour but de dresser un portrait socio-historique de la situation des femmes francophones dans le domaine de l'éducation. C'est en identifiant quelles sont les actions de revendications et

d'interventions des femmes ou des regroupements à travers le temps, qu'il sera possible de cerner le rôle de la femme dans la communauté francophone.

Selon le point de vue des chercheuses, l'éducation s'avère pour les femmes un indicateur important de leur accès à l'égalité sociale. Au cours des années, les besoins des femmes en matière d'éducation ont changé.

De 1900 à 1960, les femmes se sont mobilisées à travers la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises (FNFCF) et les communautés religieuses pour revendiquer le droit à l'accès à des écoles primaires et secondaires françaises. Par la suite, les revendications des groupes féministes ont décroché le droit à recevoir une éducation universitaire.

Et finalement au cours des années 80, le dossier de la reconnaissance des acquis se développe par l'entremise de piliers, entre autres par la contribution du Réseau national d'action-éducation des femmes. A travers ce type de revendication, les femmes désirent que leur apprentissage et leur potentiel soient reconnus par les structures d'admission des établissements secondaires et postsecondaires.

De plus ces chercheuses font mention de l'existence de nombreux obstacles propres aux femmes limitant leur accès aux services

éducatifs. Pensons au manque de service de counselling, à l'absence de services de garderie, d'aide financière, etc.

(Tiré de Pour les femmes: de l'éducation à l'autonomie, rapport no.1, version préliminaire, Pour ne plus être oubliées... Une histoire des femmes francophones hors Québec: un état de la question dans le domaine de l'éducation, par Linda Cardinal et Cécile Coderre.)

L'accès au postsecondaire en français

La FJCF a formulé plusieurs recommandations à partir des résultats des sondages entrepris à travers le Canada depuis avril 87. Ces recommandations touchent directement les conditions économiques et socio-culturelles des communautés francophones hors Québec. En permettant aux jeunes francophones de poursuivre leurs études postsecondaires en français au sein de leur communauté s'en suivra un développement de l'économie, une augmentation de la qualité de la formation des travailleurs-es et aussi la diminution de l'exode des jeunes vers les grands centres.

Les recommandations de la FJCF peuvent se résumer comme suit:

I. Actions législatives:

-Reconnaître comme un droit des communautés francophones, la nécessité d'avoir accès à un établissement d'enseignement postsecondaire offrant des services en français (ajout à la Charte des droits et des libertés, article 23).

-Créer des ententes bilatérales entre les gouvernements fédéral et provincial en matière d'éducation.

-Mettre en place un système postsecondaire national pour les francophones hors Québec.

II. Actions administratives:

-Redistribuer les budgets du programme des langues officielles dans l'enseignement.

-Amélioration du curriculum de cours au primaire et au secondaire afin d'augmenter la qualité du français. On désire que les conseillers pédagogiques aient un rôle actif pour encourager les jeunes à poursuivre leurs études en français.

-Modification des politiques administratives des établissements postsecondaires francophones hors Québec pour favoriser des programmes

complets en français et un corps professoral stable et maîtrisant très bien le français. Aussi qu'il y ait des examens d'entrée évaluant les connaissances en français.

Dans son plan d'action, la FJCF favorise la formation d'une commission tripartite regroupant: les instances du gouvernement fédéral et provincial, la Fédération des francophones hors Québec et les établissements postsecondaires francophones.

(Tiré de Les recommandations du rapport préliminaire de la recherche sur l'accès au postsecondaire en français par la FJCF de Richard Nadeau.)

ALPHABETISATION

1990 - ANNEE INTERNATIONALE DE L'ALPHABETISATION

par Louise Messier

Comme vous le savez sans doute déjà, 1990 a été déclarée par l'UNESCO "Année internationale de l'alphabétisation".

Quand on pense aux taux effarants d'analphabètes, dans les pays industrialisés et le Tiers-Monde, il est plus qu'urgent que tous se penchent sur la question pour tenter d'y remédier.

Le Canada n'est pas à l'abri de ce fléau avec près du quart de sa population analphabète. De plus, les statistiques démontrent qu'il s'agit d'un phénomène croissant pour plusieurs raisons, dont l'abandon scolaire et le développement des technologies. Deux études récentes abordent cette problématique: celle de Southams News (1989) et celle de l'Institut canadien d'éducation aux adultes, ICEA, (1989) En toutes lettres et en français.

Quelques provinces offrent des services d'alphabétisation en français, mais il reste beaucoup à faire pour que ces programmes soient accessibles à toutes et à tous dans leur langue maternelle, partout au pays.

Le Réseau est actif dans ce dossier. Le comité Alpha prévoit plusieurs activités pour cette année tel le lancement d'un guide pédagogique destiné aux formatrices-teurs abordant les aspects spécifiques aux femmes en démarche d'alphabétisation. Le Réseau prend également part aux activités pour la fondation d'un regroupement canadien d'alphabétisation francophone.

LETTRES OUVERTES

ECOUTE-TOI M'EN PARLER

par Christiane Spénard-Godbout

J'écoute avec attention. Je veux connaître les détails. J'en ai le souffle coupé. C'est tellement incroyable! Un jeune homme a tué délibérément 14 jeunes filles à l'Ecole polytechnique de Montréal. J'ai bien entendu mais je n'ai pas compris, j'ai peur, j'ai mal, je voudrais sortir de ma peau. Pendant un certain temps, je ne serai plus une simple personne qui vit, qui travaille. Je serai une femme comme celles sur lesquelles il a tiré.

Toi, mon père, mon frère, mon fils, mon ami, mon amoureux, mon mari, mon voisin, mon patron, mon collègue, tu entends aussi la nouvelle. Sais-tu que je suis en deuil de ma soeur, de ma fille, de mon amie, de moi-même? Tu dis que tu as honte de la violence faite aux femmes; tu fais comme si de rien n'était; tu ne dis rien; tu dis que les femmes n'ont pas d'affaire à l'Ecole polytechnique; tu dis que tu as de la peine pour toutes les femmes; tu dis que c'est la faute des féministes; tu dis qu'il est grand temps que les hommes et les femmes se parlent vraiment. J'ai de la difficulté à te voir clairement: tantôt tu es une personne familière,

tantôt tu es un étranger - un homme.

Redevenons des personnes - à mes yeux et aux tiens. Un homme, une femme; ce sont des caricatures, des armures, des esquisses, des sigles, des grandes lignes. Etoffe-moi pour ne plus que je vois mon corps sur tous les babillards. Apprivoise-moi pour que je puisse vivre, apprendre et travailler à tes côtés.

Ta peur, ton mépris, ta haine des femmes ne vont plus de soi. Pendant trop longtemps, ils m'ont réduite au silence, ils ont justifié toutes les lâchetés et les bassesses à l'égard de mon corps, de mon âme, de mes enfants. C'est ta peur de moi qui fait de toi un amateur de pornographie, un pédéraste, un violeur ou un criminel comme Marc Lépine. Tu as le droit d'avoir peur ... écoute-toi m'en parler.

LE DRAME DE LA POLYTECHNIQUE

par Louise Messier

Bien des choses ont été dites, beaucoup de larmes ont coulé, suite aux événements tragiques de décembre dernier, à l'École polytechnique de Montréal.

Personne n'est resté indifférent face à l'horreur de la situation. A peu près tout le monde y est allé de son explication pour justifier ce geste: acte isolé, tireur fou, fils malheureux de parents désunis, etc.

Il est certain qu'il est difficile d'expliquer l'irrationnel par le rationnel (bien qu'il semble que le comportement du coupable est semblé parfaitement "organisé" compte tenu des circonstances !). Plusieurs facteurs ont sûrement influencé cet homme, la violence médiatisée n'étant pas la moindre. Un de ceux-là est sans doute la haine profonde que cet individu éprouvait envers les femmes en général et envers celles occupant des postes non traditionnels d'avant-plan, en particulier. Ce sentiment est partagé par plusieurs hommes qui n'acceptent pas de partager leur pouvoir.

Une des leçons à tirer de ce tragique événement est qu'il nous faut, nous du RNAEF, contribuer à travailler, et peut-être avec plus d'ardeur, pour que toutes les femmes aient accès à une éducation de qualité, dans le domaine qu'elles choisissent. Malgré notre chagrin, nous devons nous montrer solidaires de toutes les étudiantes de l'École polytechnique en continuant notre action.

Le Réseau national d'action-éducation des femmes n'a jamais eu autant de raisons d'exister !

NOUVELLES DES PROVINCES

Alberta

En novembre dernier, Monique Bégin prononça une conférence traitant de la femme et du système de santé. En collaboration avec ACFAS, AEF-Alberta organisa cette rencontre qui se révéla une occasion de réflexion sur ce sujet qui concerne le bien-être des femmes. Une quarantaine de personnes assistèrent à cette conférence. Madame Bégin dénonça la problématique vécue par les femmes et les personnes âgées à l'intérieur du système de santé telle que l'usage abusif de médicaments. Madame Bégin traita ce sujet épineux avec simplicité et intérêt au grand plaisir de l'audience.

AEF-Alberta prévoit s'impliquer à la mise sur pied d'une journée provinciale des femmes albertaines. La tenue de cette journée est prévue le 8 mars 90.

Collaboratrice Evelyne St-Amant-Hubert

Colombie-Britannique

Soulignons avec fierté, le travail accompli par les organisatrices du Réseau des femmes de la Colombie-Britannique. Le 22 novembre, ces femmes ont organisé un souper causerie dans le but d'amasser des fonds et de même de faire connaître leurs activités aux personnes intéressées. Ce souper a donné lieu à une collecte de 120 \$. De plus, une vingtaine de femmes ont pu se familiariser pour la première fois aux activités du Réseau.

Autre fait, Nicole Beaulieu, au nom du Réseau des femmes de Colombie-Britannique, assista à la consultation régionale du Secrétariat d'Etat. Lors de cette consultation du 26 novembre dernier, Madame Beaulieu présenta les besoins et les priorités de la communauté francophone.

Collaboratrice Nicole Beaulieu

Manitoba

Lors de la dernière réunion d'AEF-Manitoba, il fut préconisé d'entamer des démarches afin d'inviter les chercheuses, Mesdames Cécile Coderre et Linda Cardinal, responsables de l'étude Pour les femmes: de l'éducation à l'autonomie. Cette invitation aura pour but d'informer les membres des dernières données de cette étude qui se poursuit. Cette rencontre aura lieu au cours du printemps 90.

Collaboratrice Suzanne Rajotte

Nouveau-Brunswick

La recherche, concernant la situation économique des femmes entreprise, par Ginette Lafleur et Danielle Godin est maintenant à l'étape d'être mise sous presse. Il ne s'agit plus maintenant que de régler certaines formalités afin que ce rapport puisse être disponible. La date de lancement est prévue pour le mois de mars 90. Cette recherche aura possiblement pour titre: Le temps des comptes, étude statistique et les femmes francophones en

éducation. Elle se révélera sûrement comme un bon outil d'intervention.

Marthe Sansregret anima un atelier qui s'adressait aux intervenants-es en reconnaissance des acquis. Cet atelier eut lieu à l'Université de Moncton, le 5 décembre. Les participants-es ont assisté à la présentation d'exemples de portfolios, d'un vidéo contenant des témoignages de personnes qui ont déjà fait la démarche de créer leur propre portfolio.

Nouvelle-Ecosse

Les activités de recrutement et de représentation se poursuivent de plus belle afin de mieux faire connaître AEF de la Nouvelle-Ecosse. Entre autres, lors de l'Assemblée annuelle de la Fédération acadienne de la Nouvelle-Ecosse, le Réseau fut représenté par le biais d'un kiosque d'information auquel Rolande Savoie, représentante du comité national, était présente afin de répondre aux questions de personnes intéressées par le Réseau.

De plus, les membres d'AEF de la Nouvelle-Ecosse suivent de près le dossier des garderies et du Lac Meech afin de mieux se

*prononcer en faveur des femmes francophones
au niveau des prises de décision.*

Collaboratrice Rolande Savoie

Québec

Comme moyen de recrutement, les responsables d'AEF-Québec ont fait parvenir une lettre à tous les organismes provinciaux afin qu'ils puissent devenir membres. AEF-Québec fut représenté lors de la conférence de l'Honorable Jeanne Sauvé qui fut organisé par le Cercles des femmes journalistes de l'Outaouais. De plus, AEF-Québec fut représenté aux ateliers de Femmes en tête qui avaient pour but de préparer les activités soulignant le 50e anniversaire du droit de vote des Québécoises.

A venir: la tenue d'une assemblée générale AEF-Québec afin d'élire les membres de l'exécutif et aussi d'échanger au sujet des différentes méthodes de recrutement.

Collaboratrice Louise Messier

Ontario

Le premier numéro du bulletin d'AEF-Ontario a été distribué à ses membres à la fin novembre. En se munissant de ce nouvel outil, AEF-Ontario désire mieux informer ses membres des derniers développements face aux différents dossiers.

En feuilletant le bulletin, les lectrices pouvaient retrouver un bref historique du développement de AEF-Ontario, un survol des différents dossiers priorisés:

- 1) La recherche en cours par Anne Gilbert ayant pour titre: Les stéréotypes sexistes dans le milieu scolaire franco-ontarien;*
- 2) L'alphabétisation;*
- 3) La reconnaissance des acquis;*
- 4) Accès des femmes à des métiers non traditionnels, projet de recherche conçu par AEF-Ontario et le Collège Algonquin et qui fut récemment attribué au Collège Algonquin; et*
- 5) Modèle à imiter, programme implanté par la Direction générale de la condition féminine de l'Ontario qui favorise l'accès à des ressources humaines dans le secteur des métiers non traditionnels.*

L'initiative d'AEF-Ontario doit être encouragée!

Collaboratrice Monique Yelle

LECTURES ET RESSOURCES: L'EDUCATION NON SEXISTE

FERRER, Catalina, LEBLANC-RAINVILLE, Simone, (1984), Vers un nouveau paradigme: guide pédagogique pour la création de nouveaux rapports femmes-hommes., Fredericton, Association des enseignantes et enseignants francophones du Nouveau-Brunswick (AEFNB).

Ce document présente un nouveau cadre de pensée favorisant la création de nouveaux rapports entre les femmes et les hommes. Il s'adresse aux intervenants-es en éducation qui sont conscients de leur rôle d'agent de changement. Il regroupe plusieurs activités qui ont pour but d'avoir un nouveau regard face aux valeurs et attitudes véhiculées par notre société. Par exemple, prenons une activité ayant pour thème: l'image de la femme véhiculée par la publicité. L'objectif poursuivi est de découvrir l'existence des stéréotypes sexistes et leurs effets néfastes sur le développement des femmes et des hommes. Depuis sa publication, ce nouveau paradigme a donné lieu à plusieurs conférences et ateliers afin de mettre en application l'amorce d'un changement social.

*Association des enseignantes et enseignants
francophones du Nouveau-Brunswick
C.P. 712, Fredericton (Nouveau-Brunswick), E3B 5B4*

A l'intention des femmes: Programmes et services offerts par les commissions scolaires, (1988), Association canadienne de l'Éducation, coût 5 \$.

Survol des programmes et services offerts par les commissions scolaires aux employées et aux femmes dans leur communauté et en particulier des cours et services innovateurs et non traditionnels.

*Association canadienne de l'éducation
252, Bloor Street West, Suite 8-200,
Toronto (Ontario), M5S 1V5*

BERTHELOT, Michèle, COQUATRIX, Nicole, (1989), Au-delà des mythes: Les hauts et les bas des travailleuses non traditionnelles, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, Coordination à la condition féminine. (1)

851 jeunes femmes oeuvrant dans un métier non traditionnel ont participé à cette recherche. Elles peuvent être bouchères, techniciennes en architecture, policière, avocates, ingénieures, enfin, tout métier ayant un taux d'occupation des femmes inférieur à 33,3 %. Elles font part de leurs conditions de travail, des satisfactions, des obstacles.

Bibliographie de livres non sexistes pour les jeunes, (1989), Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'Éducation, Coopération à la condition féminine. (2)

1,2 sont disponibles à l'adresse suivante:
Coordination à la condition féminine
Ministère de l'Éducation
1035 rue de la Chevrotière, 24e étage
Québec (Québec), G1R 5A5

DESCARRIES-BELANGER, (1980), L'école rose... et les cols roses, Laval, Editions coopératives Albert St-Martin, Centrale de l'Enseignement du Québec.

DUNNIGAN, Lise, L'école "sexiste" c'est quoi ?, Montréal, Conseil du statut de la femme.

Images stéréotypées du rôle des sexes et étude de la condition féminine, (1985), Ontario, Ministère de l'Éducation de l'Ontario.

Document visant à aider les enseignants et les enseignantes à faire disparaître du milieu d'apprentissage scolaire les images stéréotypées du rôle de l'homme et de la femme et à bâtir un programme qui décrive objectivement les divers rôles de la femme.

Ministère de l'Éducation de l'Ontario
Mowat Block, 900 Bay Street
Toronto (Ontario), M7A 1L2

La femme et l'éducation au Canada, (1987), Conseil des Ministres de l'Éducation, coût 12 \$.

Rapport bilingue faisant l'inventaire des politiques et des pratiques provinciales relatives à la condition féminine dans l'enseignement et sur l'impact de ces politiques sur les élèves et le personnel professionnel. Une bibliographie du matériel ressource disponible dans les provinces est également incluse.

Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)
252, Bloor Street west, suite 5-200
Toronto (Ontario), M5S 1V5

Mémoire du Conseil du statut de la femme, l'accès à l'éducation pour les femmes du Québec, (1976), Québec, Editeur officiel du Québec, Services des impressions en régie.

EVENEMENT A VENIR

-> du 27 au 29 avril 1990

Pour célébrer le 50e anniversaire du droit de vote des québécoises, Femmes en tête organise un forum à Montréal intitulé Les 50 heures du féminisme. Pour plus amples renseignements contacter: Femmes en tête, 1265 rue Berri, bureau 810, Montréal (Québec), H2L 4X4.

-> du 3 au 8 juin 1990

Pour célébrer le 50e anniversaire du droit de vote des québécoises, Femmes regroupées pour l'accessibilité au pouvoir politique et économique (FRAPPE) tiendra à Montréal, le premier sommet mondial portant sur les femmes et la multidimensionnalité du pouvoir. Pour information, contacter: FRAPPE, 822 rue Sherbrooke est, bureau 322, Montréal (Québec), H2L 1K4.

REJOINS LES RANGS D'ACTION-EDUCATION DES FEMMES

- () 5 \$ MEMBRE INDIVIDUEL
() 25 \$ GROUPE-MEMBRE

() nouvelle adresse
Nom\adresse

Oui, j'appuie la promotion de l'éducation pour les femmes francophones du pays.

Devenez Amies-s du RNAEF en souscrivant le montant de 25 \$ pour une personne et 100 \$ pour un groupe.



FAIRE LE CHEQUE AU NOM DU RNAEF

LE RESEAU NATIONAL D'ACTION-EDUCATION DES FEMMES

50 Rue Vaughan, local 3
Ottawa, Ontario, K1M 1X1
(613) 741-9978